



## **DÉCLARATION DES JEUNES PARLEMENTAIRES POUR L'EAU DU BURKINA FASO**

*La crise sécuritaire qui sévit dans certaines régions du Burkina Faso a entraîné des déplacements massifs de populations et a aggravé la situation de l'eau dans ces zones. Les personnes déplacées internes (1 938 792 dont 58,43% d'enfants) à la date du 31 janvier 2023 ont des difficultés à accéder à l'eau potable et à des installations sanitaires de base, ce qui augmente leur vulnérabilité à des maladies d'origine hydrique et à d'autres risques sanitaires.*

*Les communautés rurales, qui représentent la majorité de la population burkinabè, sont souvent confrontées à des difficultés d'accès à l'eau potable et à l'irrigation, ce qui limite leur capacité à produire suffisamment de nourriture pour subvenir à leurs besoins.*

*Par ailleurs, le changement climatique menace de plus en plus la sécurité de l'eau au Burkina Faso, avec des phénomènes tels que la sécheresse, les inondations et la dégradation des sols qui ont des conséquences directes sur la disponibilité et la qualité de l'eau. Face à ces défis, il est urgent que les autorités et les partenaires techniques et financiers travaillent en synergie pour assurer un accès équitable et durable à l'eau pour tous les Burkinabè.*

Au Burkina Faso, malgré les efforts déployés par le gouvernement, les institutions, les Organisations de la Société Civile, les partenaires techniques et financiers, des défis majeurs persistent, notamment :

- Inégalités dans l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, en particulier dans les zones rurales et les quartiers périphériques des villes.
- Pollution des sources d'eau par l'action anthropique, entraînant des risques sanitaires.
- Fragmentation et insuffisance de coordination dans la gestion de l'eau.
- Sous-représentation des jeunes dans les processus de décision en matière d'eau.
- Accès limité à l'eau potable dans les zones rurales,
- Conflits d'usage de l'eau entre les différents secteurs économiques, surexploitation des ressources en eau,
- Insuffisance de financement pour les infrastructures d'eau et d'assainissement
- La dégradation des ouvrages hydrauliques liée à la crise sécuritaire et aux changements climatiques

*Nous, Jeunes Parlementaires pour l'eau du PNJBE, convaincus de l'enjeu majeur de l'eau pour notre pays et pour les générations futures sommes résolument engagés dans la résolution des problématiques de l'eau et l'assainissement à travers le renforcement de capacité ; le plaidoyer ; la sensibilisation et la participation à la gouvernance durable et ce*



*dans l'optique d'assurer le contrôle de l'action gouvernementale, le suivi des politiques publiques, l'interpellation citoyenne juvénile dans le secteur de l'eau, nous appelons donc les gouvernements et les partenaires techniques et financiers à :*

- *Renforcer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, en particulier dans les zones rurales et les quartiers périphériques des villes.*
- *Protéger les sources d'eau en limitant les activités anthropiques qui les polluent et en promouvant des pratiques durables dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de l'exploitation minière.*
- *Renforcer la coordination entre les différents acteurs de la gestion de l'eau pour assurer une utilisation efficace et durable de cette ressource précieuse.*
- *Favoriser la participation des jeunes dans les processus de décision en matière d'eau, en reconnaissant leur rôle clé dans la recherche de solutions innovantes et durables pour l'avenir.*
- *Afin d'induire le changement de comportement à travers les jeunes, encourager et financer les projets des jeunes dans le secteur de l'eau et de l'assainissement*
- *Accompagner la formation des jeunes dans le secteur de l'eau et de l'assainissement*
- *Accroître le financement pour maintenir les gains acquis dans les actions de développement.*
- *Être flexibles dans le financement et prévoir des enveloppes de contingence pour répondre rapidement aux besoins en constante évolution et permettre aux projets de développement de pivoter vers des interventions d'urgence.*
- *Adopter une approche nexus pour répondre aux besoins immédiats et mobiliser des financements importants pour les interventions structurelles et durables visant à atteindre les objectifs de développement durable.*
- *Évaluer les interventions et recueillir le feedback des bénéficiaires, renforcer les processus de suivi et améliorer la gestion des ressources allouées à la réponse humanitaire.*
- *Augmenter la part du budget de l'aide allouée aux acteurs locaux, renforcer leurs capacités et les impliquer dans la coordination et la réponse humanitaire.*